

13.09.2009

(Re)fondation - Partie 1

Les crises écologiques que nous prédisons pour une part, que nous vivons par ailleurs, les crises financière et économique auxquelles nous sommes confrontés nous amènent tous à une conclusion quasi identique, à savoir que nos modèles de société sont dorénavant incapables de faire face à certaines réalités de notre planète : l'émergence concomitante de nouvelles puissances économiques, et la raréfactions des ressources, la mise en danger de notre planète, la globalisation des états de guerre, questionnent nos sociétés, que nous le voulions ou non. Leur refonte est souvent mise en avant, revendiquée, mais concrètement que souhaitons-nous proposer comme alternative cohérente, responsable, durable.

Pour l'avoir trop peu vue, et par delà les déclarations d'intention, cette note essaie de poser en toute immodestie certaines pierres à cette édifice, bien sur démesuré, en proposant deux éléments de constat dans un premier temps, en essayant d'élargir la réflexion dans un second temps à l'économie mondialisée, et plus généralement aux relations internationales.

Pour commencer, l'exercice n'est pas si théorique qu'il n'y paraît. Il est par contre particulièrement dangereux, et nécessite selon moi un retour dans le passé proche (le capitalisme tel que nous le vivons), et un peu plus lointain (le socialisme leniniste) afin d'être certain de ne pas reproduire les mêmes erreurs. Concernant le communisme d'abord, il est une tentative de refonder la société. Je ne reviendrais pas de manière approfondie sur le communisme. Je rappellerais simplement l'adjectif qui lui est souvent associé qui est celui de totalitaire. En effet, le socialisme conduit à une révolution visant à prendre en charge la totalité de la vie sociétal des individus en planifiant leurs activités qu'elles soient d'ordre économique, sociétale, éducative,...au nom d'une certaine justice égalitaire. Le résultat en est que l'Etat s'immisce de fait dans la vie personnelle des individus jusque dans leur vie intellectuelle. L'art est perçu comme un outil de propagande, en période de transition il est vrai, mais qui finit de fait par devenir la norme. La seule expression artistique résultante est au service de l'Etat. En résumé, pour être certain de créer une société juste, l'Etat uniformise la pensée de chacun, en se donnant les moyens d'évaluer cette uniformisation, et prétend s'intéresser au bien-être et au bonheur des individus de manière immédiate. S'il fallait retenir quelques points de cette expérience dans cette note, ce serait que d'abord elle a lieu, ce qui signifie que les hommes sont capables de révolutions, même basées sur des principes de gouvernance complètement innovant et abstrait, et qu'ensuite, il est particulièrement dangereux et inefficace de considérer que le résultat d'une action politique doit être le bonheur de chaque individu d'une société. Pour résumer cette pensée de manière un peu rapide et évidente, vu sous l'angle du bien-être, le but de la politique devrait être de donner à la majorité de la population les moyens d'être heureux...Bien sur rien de cela n'est si simple et immédiat, j'y reviendrais plus loin...

La deuxième révolution à mon sens, envisagée dans cette note, correspond à la société dans laquelle nous vivons. Bernard-Henry Levy, même si je ne suis pas un admirateur de l'intégralité de son œuvre, a écrit en son temps un pamphlet du communisme, La Barbarie à visage Humain, où il était question d'un système de société s'étendant partout, affectant tous les aspects de la vie des gens (voir plus

haut) et finissant par se désincarner et se transformer en une bête affamée, abstraite, insaisissable incontrôlable...Il est étonnant de voir à quel point cette description colle en tout point au capitalisme tel que nous le vivons. A mon avis, au-delà de la financiarisation outrancière de nos économies les deux outils ayant permis cet état de fait sont la numérisation des flux financiers, l'émergence de la communication marketing. La communication d'abord. Bien sur par définition son but est de faire vendre, de favoriser la vente des biens et des services. A mon sens la grande escroquerie de cette communication est qu'au-delà du simple domaine commercial, elle s'est insinuée progressivement dans tous les secteurs de la vie quotidienne des gens, proposant des valeurs qui bien sur n'en sont pas, là où la fin de la Deuxième Guerre, la libéralisation de nos sociétés Occidentales dans les années soixante-dix ont laissé un espace de liberté ou de vacuité (par l'effondrement des valeurs qui fondaient nos sociétés jusque là) ; elle a proposé un référentiel de substitution basé sur une double logique : l'affirmation et l'assimilation de la marginalité, l'affirmation de la poursuite forcenée de l'accomplissement personnel. J'ouvre une parenthèse à ce niveau pour clarifier mes positions. Loin de moi l'idée de regretter le passé, le fonctionnement de la société française sous De Gaulle ou Pompidou, ou de m'attarder avec nostalgie sur l'emprise de l'Eglise sur la vie du pays. Je suis fondamentalement laïc et je salue la révolution culturelle que nous avons vécue qui fait que par exemple, même s'il s'agit encore d'un combat de tous les jours, l'émancipation des femmes est avérée, elles ont dorénavant l'autodétermination, politique, l'indépendance sociale, d'opinion, la maîtrise de leur corps. Plus généralement, les citoyens sont plus libres que de part le passé, de déterminer comme ils le souhaitent leur vie et leur avenir. Ce que j'affirme simplement, c'est que la communication marketing a comblé l'effondrement de nos valeurs du passé beaucoup plus vite que ne s'en sont créées de nouvelles, réelles, s'attaquant y compris, dans une phase ultime à nos valeurs politiques, républicaines, aujourd'hui. Cette parenthèse étant placée, la grande force de cette communication est l'assimilation et la promotion apparente de la marginalité et de la différence, à longueur de journée nous sommes incités à l'originalité, à l'exception, la nouveauté, l'anticonformisme pour une part, à l'action (« Think different, Think pepsi », « Just do it... »....) d'un côté, l'accomplissement personnel de l'autre (au détriment des autres individus), la combinaison des deux mène bien sur à l'individualisme, et surtout à l'isolement de l'individu vis-à-vis de la grande « Machine à vendre », une fois isolé et finalement affaibli puisque livré à lui-même il est beaucoup plus facile de gérer ses pulsions consuméristes.....L'analyse est un peu facile il est vrai, surtout dans ce qui suit, mais je me souviens encore, comme j'ai pu le dire dans une autre note, de ce professeur qui m'expliquait « que la société de consommation avait déstructuré plus sûrement que tout autre notion la société, à commencer par les classes sociales défavorisées « ...Car ne nous y trompons pas les « jeunes sauvages » que vous pouvez reconnaître dans mes propos en filigrane ne diffèrent fondamentalement des autres que par leur faiblesse face à cette société de consommation...

Cette tendance s'empare aujourd'hui de la structuration politique de la société française. En tant que corps électoral, cette société n'a jamais été aussi fragmentée, avec des différences de comportements électoraux très grand, sans que cela ne s'explique par ailleurs, et l'abandon des classes les plus défavorisées de leur expression politique...Voter aujourd'hui, s'intéresser à la politique, est devenu un acte de foi et un luxe...l'isolement des individus par la « communication marketing » que je décris plus haut est en passe de s'avérer en politique également...A ce niveau il y a tentative de révolution , mais c'est pour détruire les repères existant.

En fait, il s'avère bien sur que la construction d'une éthique, puis d'une morale, qu'une population s'accaparerait prend du temps, nécessite une maturation et ce d'autant plus qu'il est question d'actes spontanés, pas question par exemple que le politique s'en mêle, on voit où cela peut nous conduire avec le marxisme-léninisme. La société de consommation prend elle de vitesse tout le monde. L'accélération des flux financiers mondiaux a eu pour corrélat de raccourcir le temps entre les prises de décision, les investissements, les actions qui en découlent, et leur globalisation à l'échelle planétaire. Tout ceci n'aurait pas été possible sans l'émergence du monde digital, de la numérisation au sens informatique de ces flux.

Encore une fois, je dois préciser que je ne remets pas en cause le principe de cette numérisation. Au-delà de l'accélération des flux elle a permis leur augmentation, la création d'une nouvelle source de revenus pour les banques, un accroissement de leur gain et qu'on veuille l'entendre ou non elle participe à l'accroissement du PNB. La contrepartie de tout ça malgré tout, est qu'elle a conduit le capitalisme à oublier la notion de valeur, notion qu'il lui est fondamentale et qui participe de son éthique pour au contraire s'en abstraire et ne revenir qu'à la notion de gain stricte et l'amplifier. Même si cette sentence revêt l'aspect une glose, le capitalisme actuel est en quelque sorte révolutionnaire à lui-même, puisqu'il a tué ce qui le fondait pour tendre vers la rentabilité absolue. Aujourd'hui, grâce justement à la numérisation des transactions financières, un baril de pétrole est l'objet de nombreuse transactions avant même qu'il ne soit extrait, un investissement dit toxique est échangé puis enfoui parmi d'autres plusieurs fois avant qu'il ne devienne décelable....Les gains à chaque étape sont substantiels et démultipliés avant de se rendre compte que finalement ils ne sont pas fondés. Comme une évidence, il faut rappeler que cette numérisation a permis la « financiarisation » de l'économie, où comment l'investissement dans les produits financiers est plus rentable que le travail. Les valeurs du capitalisme actuel, ou justement leur absence sont propagés à toute l'économie. Encore une fois, il ne s'agit pas ici de remettre en cause le progrès indéniable que cette numérisation a apporté, ne serait que parce que, par exemple, elle permet de prévenir des krachs, ou les attaques monétaires, mais à mon sens avant toute réflexion sur la refondation de l'économie, ou de la société, il s'agit déjà d'instaurer des limitations à ces échanges, et de remettre de la valeur là où il n'y en a plus.

Plus largement, c'est bien sous l'angle de la valeur, et d'une réflexion autour de cette notion qu'il faut aborder la refondation de la société. Ou plutôt sur une nouvelle adéquation entre les valeurs de la société auxquelles nous sommes tous prêts à adhérer (au sens large,...) et le contrepoint financier que nous souhaitons leur accorder. Par définition cette démarche mène à la construction d'une société dite de développement durable. Le communisme a échoué en partie par le refus de considérer l'attachement des individus à l'argent au « contrepoint financier », le capitalisme actuel désagrège la société par le refus d'accorder aux individus les valeurs éthiques auxquelles ils aspirent.

Ces considérations génériques posées, les notes suivantes visent à ouvrir le débat sur le renouvellement de la société, sur la base de la notion de valeur. Dans la mesure où ce débat ne peut se limiter qu'à la France, et que l'économie de la planète est désormais globalisée, il s'agit en fait de repenser les relations internationales....Quitte à oublier la modestie autant le faire pleinement.

(Re)fondation - Partie 2

L'économie mondialisée et plus généralement les relations internationales, sont à mon sens au cœur de ce que devrait être la refondation de nos civilisations, car c'est bien de cela dont il s'agit finalement. Cette globalisation des économies, au-delà de certaines de ses conséquences terribles, immédiates, que sont l'exploitation littérale de l'homme par l'homme, et des richesses à la disposition de certains, par d'autres, de manière exclusive, tend également à l'uniformisation culturelle. Le modèle occidental de l'ultra consommation et du matérialisme est jaloué, au détriment parfois des cultures locales. Les points suivants traités ici, tentent de comprendre ces phénomènes, de proposer une vision différente de ces mécanismes, pour mieux les refonder.

L'économie capitaliste a perdu ses repères. N'en déplaise à certains orthodoxes de la chose, le libéralisme des débuts avait pour vocation l'entrepreneuriat, et la poursuite de cet esprit au travers des héritiers. De manière claire, l'obtention de bénéfices étaient la raison première de ces entreprises, mais au-delà, ils s'agissait de créer et promouvoir une entité sociale, perçue comme telle pour une large part et dont on avait pleinement conscience du rôle dans la société (patronat proche des ouvriers...). Au-delà, de la notion de profit, le patron se savait directement responsable d'une part de la qualité de vie de ses employés, et ce rôle était assumé (au sens large, ce qui signifie en clair que bien sur l'action du patron pouvait ne pas aller dans le sens de l'ouvrier, voir Zola, les grèves des mineurs avec fusillades des grévistes ...), ou plus précisément les patrons en avaient conscience....Aujourd'hui ce n'est plus le cas (excepté pour les PME), la dimension sociale de l'entreprise est dénigrée volontairement, seul le profit compte. Paradoxalement, je pense que si nous en sommes arrivés là c'est par le besoin légitime des populations d'une consommation de masse (par définition). Celle-ci de part la nécessité toujours plus grande de réduire le prix d'achat des produits a entraîné des investissements de masse, donc collectifs ou générés par un collectif, désindividualisé donc, toujours plus éloigné des personnes produisant effectivement les biens de consommation, la suite n'est qu'une suite logique de ce système, son emballement inclus...Ainsi pour une large part, par le droit que nous avons acquis à la consommation, nous sommes responsables de ce qui nous arrive. Il semblerait donc qu'il faille réintroduire à l'un des bouts de la chaîne de la consommation, une plus grande part de responsabilité individuelle, ou tout du moins de préoccupation relevant du respect des individus, et à l'autre une baisse de la consommation. Ce dernier point quoi qu'on en dise, même s'il apparaît comme osé, est devenu incontournable, ne serait-ce que de part la raréfaction des ressources de notre planète (certains évoquent notre entrée dans une ère de la gestion de la pénurie). Je reviendrais sur ces points plus bas.

A ce niveau du développement de cette approche, la concurrence internationale doit être envisagée. En effet, quand bien même un état prendrait la décision courageuse de refonder sa société dans le sens précisé plus haut, si les autres ne le font pas, cela ne peut fonctionner. La concurrence économique internationale est une guerre à l'intérieur de laquelle les scrupules ont peu de place aujourd'hui. Dans la mesure où un gouvernement a également vocation à protéger sa population (on ne comprendrait pas le contraire), il ne peut se lancer dans l'aventure sans l'adhésion de tous.

C'est ici qu'il est possible de parler de gouvernance mondiale au sens des échanges économiques et de la régulation. Autant je pense qu'il faut à tout prix persister dans le sens de l'établissement d'une gouvernance mondiale à ce sujet, et notamment pour le traitement de la régulation du système financier mondialisé, autant je crois également qu'il ne peut s'agir que d'un travail à long terme, dont les résultats pourraient être quasi insensibles à l'échelle de plusieurs générations consécutives.

Le fond du problème demeure à mon sens que le libéralisme ne peut (et ne doit..) être remis en cause aux fondements, j'insiste sur ce dernier point. Il doit par contre évoluer de façon certaine. Jusque là, la valeur financière d'un produit était associée en bout de chaîne à son utilité (plus il est utile, plus il est demandé et consommé, et plus son cours grimpe), sa rareté (qui s'inscrit en fait dans la catégorie décrite précédemment), son association à une pulsion consumériste non rationnelle (le luxe)...Une quatrième dimension doit être ajoutée à ce niveau qui est celle, au final, de la « valeur éthique » (au sens large) du produit. Si cette dimension revêt un intérêt identique pour tous les acteurs économiques, que celles évoquées précédemment, le tour de force est gagné. Si le consommateur exige cette dimension, tous les autres acteurs de l'économie n'auront d'autre choix que de s'y mettre. Une fois cette analyse posée, la deuxième étape consiste en l'émergence parmi les réflexes de consommation de tous, de ce réflexe éthique.

Bien sur, il existe déjà des systèmes permettant cette consommation, je pense par exemple aux sociétés et produits labellisés Max Avelaar, ou tout autre label équivalent. Mais la consommation correspondante est ressentie, parfois à tort sans doute, comme trop chère, et donc inaccessible pour tous. Subventionner ces systèmes, même de manière temporaire ne me semble pas adaptée, car ce serait trop artificiel pour perdurer. C'est du côté de l'augmentation effective du pouvoir d'achat qu'il faut envisager le support à la consommation. De nombreux analystes s'accordent à dire, que les salaires sont trop bas en France, en comparaison du coût de la vie, de la rémunération des produits financiers, des salaires des autres états dont l'économie est équivalente et qu'un rattrapage serait bienvenu. Si elle a lieu, l'augmentation des salaires associés à une forme d'incitation à la consommation de produits dits éthiques, pourrait aider au démarrage de cette filière. En fait il s'agit ici de rémunérer au mieux en terme d'équité sociale et financière les producteurs, qui finissent par dépérir du fait même de leur travail (voir producteurs laitiers français, pêcheurs africains...). Dans cette logique, il apparaît comme évident que cela ne peut se faire qu'au détriment des marges des entreprises, celles-ci et leur actionnariat doivent accepter de mieux rémunérer le travail, au détriment des bailleurs de fonds.

Plus généralement concernant les ressources mondiales, que ce soit pour l'eau, les énergies fossiles, le nucléaire,...leur raréfaction est synonyme à l'avenir au mieux d'injustice sociale, au pire d'instabilités géopolitiques, de conflits. L'idéal à mon sens, pour pallier ce problème, serait la création d'une instance internationale de gestion des ressources de la planète, gérée de manière équitable entre tous, y compris avec les pays en voie de développement qui bien qu'étant très souvent les principaux fournisseurs, sont rarement ceux qui ont leur mot à dire sur la destination de ces ressources. Bien sur, je suis conscient du caractère quelque peu naïf de cette proposition, mais il apparaît clairement que sur des sujets comme l'eau, qui au-delà même des hydrocarbures, correspondent à des enjeux immédiatement vitaux, je ne vois pas d'autres moyens que la mise en place d'organismes internationaux pour en gérer la distribution, « au mieux », le plus dur dans ce principe étant encore de définir ce que signifierait ce « au mieux » ; sous peine de voir se multiplier les catastrophes humanitaires.

Ainsi, il apparaît clairement que cette refondation sociétale passe par une responsabilisation de tous les acteurs économiques de la chaîne de la consommation (propriétaires – producteurs – consommateurs), devant les enjeux que doivent affronter tous les états. Plus concrètement les populations n'ayant pas le luxe de se nourrir de grands principes, il faut trouver le moyen de transcrire en terme de réflexes de consommation les principes éthiques évoqués plus haut. Outre l'intérêt immédiat pour les états qui mettraient ces principes en place, par effet d'entraînement ces principes pourraient émerger pour les états qui ne souhaitaient pas les appliquer initialement (certains analystes précisent aujourd'hui que si la Chine se lance dans la Green Economy, c'est aussi parce que les Occidentaux y sont de plus en plus sensibles et qu'elle anticipent là un marché émergent).

Ces révolutions consuméristes ne peuvent qu'être associées à des révolutions culturelles, politiques, qui relèvent d'une modification des relations du citoyen à l'Etat, au pouvoir Exécutif, afin de mieux prendre en compte les aspirations actuelles de ces citoyens. Ce dernier sujet est l'objet de la prochaine note à venir.